

## Cirques avec ménagerie: à Paris c'est fini.....



Après deux ans de négociations la Ville de Paris ne veut plus accueillir de cirques exposant des animaux sauvages. Finis les numéros présentant des éléphants, des lions, des tigres, des léopards ou des panthères noires (qui ne sont pas une espèce mais des léopards atteints de mélanisme, une mutation génétique lui conférant une robe globalement noire), joignant le geste à la parole, vendredi 15 novembre le conseil de Paris a voté à l'unanimité, la fin de la délivrance « d'autorisations d'occupation de terrain » pour ces cirques à compter de 2020.

Petit bémol, la mesure ne s'appliquera toutefois pas aux cirques Bouglione ou Gruss. Le premier, étant propriétaire de son domaine rue Amelot dans le 11<sup>e</sup> (le Cirque d'Hiver soit l'ancien cirque Napoléon inauguré en 1852), ne peut se voir imposer en l'état cette interdiction. Le second, s'il veut poursuivre son activité dans le domaine public, devra signer la convention d'interdiction d'animaux sauvages au terme (en 2020) de son contrat d'occupation de terrain.

Selon une enquête OpinionWay réalisée début octobre les Français s'opposent pour les deux tiers à la présence d'animaux sauvages dans les cirques. Fin 2018, une quarantaine de pays dans le monde, dont 28 en Europe (mais pas la France), avaient proscrit partiellement ou totalement les cirques avec ménagerie.

Dans la capitale, la décision d'interdiction s'accompagnera d'une aide d'environ 50.000 euros sur trois ans à chaque cirque signataire en vue d'une reconversion.

L'exécutif parisien s'est également engagé à soutenir financièrement les structures françaises sans but lucratif qui soignent et prennent en charge totalement les animaux sauvages.

Saluée par les associations, l'interdiction d'animaux sauvages ulcère néanmoins certains circassiens (artistes de cirque). "Enlever les animaux, c'est comme enlever les clowns. Après il ne restera plus que des spectacles comme le Cirque du Soleil pour les intellos et les ados", s'est indigné William Kerwich du Cirque Royal qui voit dans cette décision "un enjeu politique".

Au niveau national, la ministre de la Transition écologique Elisabeth Borne a promis des annonces fortes dans les prochaines semaines en faveur du bien-être de la faune sauvage captive.